

ENVIRONNEMENT ALIMENTAIRE

Améliorer l’accès équitable à des aliments sains et durables

26 February 2026

11 SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS	
SDG1	NO POVERTY
SDG2	ZERO HUNGER
SDG3	HEALTH & WELL-BEING
SDG4	QUALITY EDUCATION
SDG5	GENDER EQUALITY
SDG8	ECONOMIC GROWTH
SDG10	REDUCED INEQUALITIES
SDG11	SUSTAINABLE CITIES
SDG12	RESPONSIBLE CONSUMPTION
SDG13	CLIMATE ACTION
SDG15	LIFE ON LAND

4 GLOBAL BIODIVERSITY FRAMEWORKS	
GBF7	POLLUTION REDUCTION
GBF11	ECOSYSTEM SERVICES
GBF16	SUSTAINABLE CONSUMPTION
GBF18	INCENTIVE REFORM

3 GLOBAL ADAPTATION TARGETS	
GGA9B	FOOD & AGRICULTURE
GGA9C	HEALTH
GGA9F	LIVELIHOODS

Plus de 8 % de la population mondiale souffre de la faim. Selon des estimations récentes, entre 638 et 720 millions de personnes étaient confrontées à la faim et environ 2,3 milliards de personnes souffraient d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2024. Plus de 2,5 milliards de personnes n'ont pas les moyens de s'alimenter sainement. De tous les continents, l'Afrique est le plus touché par l'insécurité alimentaire, avec 1 personne sur 5 souffrant de la faim en 2024. Parallèlement, plus de 2 milliards de personnes dans le monde sont en surpoids ou obèses.

L'accessibilité physique et économique (c'est-à-dire la proximité et le caractère abordable) à des aliments sains et nutritifs est l'un des principaux éléments de la sécurité alimentaire, un concept complexe et multiforme. Dans l'ensemble, la sécurité alimentaire et une nutrition adéquate signifient que tous les individus ont un accès physique, social et économique à une alimentation suffisante, sûre et nutritive à tout moment, qui répond à leurs besoins alimentaires et à leurs préférences alimentaires pour mener une vie active et saine. L'accès physique fait référence à la disponibilité et à la proximité d'une offre alimentaire diversifiée dans des lieux spécifiques. Les politiques qui traitent de l'accès physique à des aliments sains

visent généralement à améliorer l'accès à des choix alimentaires sains et à prévenir les déserts alimentaires ou les marécages alimentaires. L'accès économique fait référence au caractère abordable des aliments disponibles à l'achat et à la consommation, et les politiques connexes visent à améliorer les prix des aliments disponibles, en particulier les choix sains, nutritifs et durables.

> **Videos**
>
> Applying taxes to ultra-processed foods in Colombia Colombia
>
> Creating new markets in the Lake Naivasha Basin in Kenya Kenya
>
> Improving market access for smallholder farmers in Paraguay Paraguay
>
> Increasing production and consumption of a native superfood in Paraguay Paraguay

Mesures concrètes à mettre en œuvre

Promouvoir et optimiser l'accès physique et économique à des aliments sains et durables peut stimuler les économies locales, améliorer la durabilité environnementale et soutenir les petits producteurs. Une attention particulière doit être accordée à la mise en œuvre de politiques qui soutiennent et protègent les petits exploitants, les exploitations agricoles familiales, les paysans, les peuples autochtones, les communautés locales, les femmes et les jeunes. Les mesures politiques nationales et locales visant à créer et à renforcer des options alimentaires durables et saines comprennent les mesures suivantes :

- Commerce alimentaire et chaînes d'approvisionnement:
    - Élaborer des politiques commerciales aux niveaux national et infranational afin de donner la priorité à l'approvisionnement en aliments durables, nutritifs, sûrs et diversifiés, tout en tenant compte des avantages contextuels des chaînes d'approvisionnement locales et internationales, de la protection des petits exploitants agricoles et pêcheurs et de la stabilité des prix alimentaires.
    - Moderniser et entretenir les marchés qui fournissent des aliments nutritifs et durables à toutes les communautés, en particulier les communautés à faible revenu et marginalisées. Veiller à ce que ces communautés disposent des infrastructures nécessaires à la sécurité alimentaire, notamment de l'eau potable, des toilettes publiques et des services d'enlèvement des déchets.
    - Mettre en œuvre des pratiques et des marchés de gestion des déchets de haute qualité grâce à une approche d'économie circulaire.
    - Améliorer la connectivité entre les centres d'approvisionnement et de demande ruraux, périurbains et urbains grâce à des infrastructures et des liens commerciaux (par exemple, des routes améliorées, des lignes de transport public), des marchés (par exemple, des centres urbains) et des technologies (par exemple, des options de commerce électronique) afin d'offrir aux consommateurs une plus grande diversité d'aliments nutritifs et de soutenir les économies locales. Une attention particulière devrait être accordée à l'amélioration de la connectivité dans les zones où la pauvreté multidimensionnelle est répandue.
    - Promouvoir les potagers écologiques dans les zones urbaines et périurbaines.
- Aménagement communautaire et urbain:
    - Adopter des lois et des règlements qui imposent l'intégration de l'accessibilité alimentaire dans les processus de conception communautaire (p. ex. l'aménagement du territoire, le zonage et la conception de nouveaux aménagements communautaires). Les communautés devraient être conçues de manière à inclure des épiceries proposant des produits frais, des dépanneurs proposant des aliments sains, des jardins communautaires, scolaires et sur les lieux de travail, des marchés alimentaires et des marchés fermiers.

- Utiliser les lois sur le zonage pour réglementer l'emplacement et la densité des restaurants fast-food dans les quartiers et à proximité des écoles, et pour éliminer les obstacles à la présence de vendeurs d'aliments durables et sains, de jardins communautaires et de marchés fermiers ; éliminer les obstacles qui empêchent les agriculteurs et les pêcheurs de vendre ou de fournir des fruits et légumes entiers non coupés.
- Prendre en compte l'accessibilité alimentaire dans d'autres domaines politiques, notamment (mais sans s'y limiter) le tourisme rural et urbain, les transports, la construction d'infrastructures et la gestion des déchets.
- Planifier de manière proactive les environnements alimentaires dans les zones touchées par l'urbanisation et la croissance démographique rapide afin de garantir que toutes les populations, en particulier celles les plus exposées à la malnutrition et à l'insécurité alimentaire (par exemple, les enfants), aient un accès équitable à une alimentation saine, adéquate, suffisante, culturellement appropriée, abordable, nutritive et sûre.

- Marchés publics :
  - Mettre en œuvre des politiques locales et nationales d'approvisionnement alimentaire qui découragent la consommation d'aliments malsains et non durables tout en augmentant les options de distribution automatiques saines et en incluant des directives alimentaires saines, durables et respectueuses du climat. VoirIntégrer des régimes alimentaires sains et durables dans les marchés publics.

- Recommandations alimentaires :
  - Mandater les services de santé locaux pour mettre en œuvre des politiques favorisant l'accès aux fruits et légumes frais (par exemple, les marchés fermiers). Mobiliser les partenaires communautaires pour identifier les champions communautaires, les entrepreneurs, les organisations environnementales et les autres parties prenantes sur les marchés alimentaires locaux. VoirPrésentation des recommandations alimentaires basées sur les systèmes alimentaires.

- Finances publiques :
  - Réorienter les subventions accordées aux pratiques agricoles et halieutiques qui nuisent au climat, qui exercent une pression excessive sur les écosystèmes naturels et les espèces sauvages, et qui ont un impact négatif sur la santé publique, afin de promouvoir des intrants, des pratiques et des produits respectueux de l'environnement.
  - Utiliser des incitations financières et fiscales pour améliorer l'accès équitable à une alimentation saine et durable grâce à des microcrédits et des subventions accordés aux petits commerces de quartier afin qu'ils puissent acheter des équipements de réfrigération pour les produits frais (par exemple, fruits, légumes et produits laitiers) et financer les coûts de démarrage des épiceries dans les zones en situation de désert alimentaire afin de rendre les prix des denrées alimentaires abordables.
  - Tirer parti de la marge de manœuvre budgétaire grâce à des mesures (par exemple, une fiscalité progressive), selon les besoins, afin de donner la priorité aux services publics et de répartir équitablement les ressources disponibles pour soutenir les communautés les plus touchées par la malnutrition et l'insécurité alimentaire, tout en s'attaquant aux causes profondes des inégalités.
  - Augmenter les fonds pour développer des contrôles de qualité pour les marchés alimentaires.
  - Accroître les investissements durables et responsables dans le développement des compétences, les programmes de formation professionnelle, l'apprentissage, le jumelage professionnel, les programmes de mentorat, les services de coaching entrepreneurial, les services d'incubation d'entreprises, la formation commerciale et les programmes de conseil en gestion. Les investissements devraient se concentrer sur l'amélioration des liens entre les marchés et les populations confrontées à des inégalités, notamment les

peuples autochtones, les communautés locales, les femmes et les jeunes.

- Investir dans le développement de l'emploi agricole décent en milieu rural, de l'emploi non agricole et des moyens de subsistance, en mettant particulièrement l'accent sur les femmes et les jeunes. Des mesures spécifiques pourraient consister à renforcer les investissements dans l'entrepreneuriat, les entreprises, les petits exploitants et les exploitations agricoles familiales afin de garantir l'existence d'opportunités équitables, inclusives et décentes de gagner un revenu, tant dans le secteur agricole qu'en dehors de celui-ci.
- Établir des partenariats avec des fondations, des organisations à but non lucratif et des entreprises afin d'investir dans le développement d'infrastructures pour les jardins urbains afin de promouvoir un accès équitable à des aliments sains et durables dans les communautés.
- Établir ou augmenter le financement destiné à la sensibilisation, à l'éducation et au transport afin d'améliorer l'accès aux marchés fermiers et aux stands agricoles pour les résidents des quartiers à faibles revenus.
- Offrir des incitations (par exemple, une reconnaissance publique ou des recommandations) aux restaurants qui promeuvent des options plus saines de plusieurs manières (par exemple, en proposant des aliments plus sains et durables, en servant des portions adaptées à l'âge ou en proposant par défaut des options de menu plus saines).
- Mettre en place, promouvoir et investir dans l'accès universel aux programmes de protection sociale – notamment les transferts monétaires, les bons alimentaires et la livraison de denrées alimentaires – afin d'accroître la disponibilité, l'accessibilité financière et l'attrait des aliments nutritifs et durables, tout en apportant un soutien direct pour renforcer la nutrition et la sécurité alimentaire. Par exemple, mettre en œuvre des programmes d'incitation tels que des bons échangeables contre des quantités spécifiques de fruits et légumes, ou des programmes qui versent des fonds aux familles pour leur permettre d'acheter des produits alimentaires supplémentaires. Il est important que le programme soit conçu sur la base d'une analyse visant à comprendre et à éliminer les obstacles particuliers qui empêchent les communautés d'accéder aux systèmes de protection sociale. Les programmes devraient également encourager les organisations communautaires et les parties prenantes à participer à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des politiques ou des programmes de protection sociale.

Mesures favorisant la gouvernance

La mise en œuvre efficace de mesures politiques visant à créer et à maintenir des environnements alimentaires équitables, accessibles et abordables aux niveaux local et national nécessite des conditions et des actions politiques favorables, notamment les suivantes :

- Promouvoir et soutenir la création de coopératives agricoles afin de permettre le co-investissement et le partage des coûts des intrants agricoles et la commercialisation de leurs produits. Les coopératives peuvent renforcer la position des agriculteurs et des pêcheurs dans les chaînes d'approvisionnement et créer une plateforme pour le partage de savoir-faire entre eux.
- Renforcer la collaboration entre les parties prenantes en créant et en entretenant des plateformes permettant d'impliquer les agriculteurs et les pêcheurs, les fournisseurs alimentaires, les détaillants, les consommateurs et d'autres acteurs au niveau local afin de garantir l'efficacité de la conception et de la mise en œuvre des politiques.
- Promouvoir l'utilisation des technologies numériques telles que les smartphones et les réseaux sociaux afin d'améliorer la coopération et la coordination horizontale entre les agriculteurs et les pêcheurs, les détaillants et les consommateurs.

- Encouragez le réseautage et l'établissement de relations, par exemple en soutenant les marchés alimentaires locaux, qui peuvent relier les communautés urbaines et rurales et renforcer les relations entre les acteurs du marché. Les marchés alimentaires locaux offrent également des occasions de mettre en valeur les traditions alimentaires locales.

Outils et guides pour la mise en œuvre

Les outils et guides destinés à faciliter la mise en œuvre et à soutenir l'amélioration effective de l'accès physique et économique à des aliments durables et nutritifs comprennent :

Outils

Calculateur de kilomètres alimentaires nets

Calcule la distance nette de transport en kilomètres pour transporter 1 kilogramme de denrées alimentaires achetées.

Lien : https://www.foodmiles.com/

Réseau européen de données agricoles durables (FSDN) de la Commission européenne

Réseau de données collectées sur les exploitations agricoles de l'Union européenne, comprenant des informations sur leurs pratiques environnementales et sociales, servant de référence pour évaluer les performances agricoles et fournir des conseils et des orientations aux agriculteurs.

Lien : https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12951-Conversion-to-a-Farm-Sustainability-Data-Network-FSDN-_en

Analyse du cycle de vie (ACV)

Une méthodologie relative aux produits et processus industriels, couvrant les transports, la performance environnementale des bâtiments tout au long de leur cycle de vie et les évaluations au niveau des exploitations agricoles des systèmes de production.

Lien : https://www.sciencedirect.com/topics/earth-and-planetary-sciences/life-cycle-assessment

Guides

Note d'orientation One Planet : Intégrer la biodiversité dans les activités de production et de consommation durables – La voie à suivre pour les décideurs politiques

La note d'orientation fournit des recommandations et des pistes d'action concrètes que les décideurs politiques peuvent suivre pour promouvoir une production et une consommation respectueuses de la biodiversité. Elle fournit également des exemples d'instruments et d'outils politiques spécifiques pour la mise en œuvre pratique de ces recommandations aux niveaux national et régional.

Lien :
https://www.oneplanetnetwork.org/knowledge-centre/resources/policy-brief-integrating-biodiversity-sustainable-production-and

Manuel du PNUE à l'intention des décideurs politiques sur la consommation et la production durables

Ce manuel est conçu pour aider les décideurs politiques à élaborer, mettre en œuvre, suivre et évaluer les politiques qui favorisent la transition vers une consommation et une production durables. Il comprend de nombreuses études de cas mettant en évidence les opportunités et les initiatives existantes couronnées de succès en matière de consommation et de production durables à travers le monde.

Lien : https://www.unep.org/resources/report/sustainable-consumption-and-production-handbook-policymakers

Synergies

Améliorer l'accès équitable à des aliments sains et durables joue un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique et la promotion de la santé publique, tout en s'alignant directement sur le Cadre des Émirats arabes unis pour la résilience climatique mondiale, en soutenant le Cadre mondial de Kunming-Montréal pour la biodiversité (KM-GBF) et en contribuant aux objectifs de développement durable (ODD).

Avantages liés à l'atténuation des changements climatiques

Améliorer l'accès physique et économique en raccourcissant les chaînes d'approvisionnement présente plusieurs avantages en matière d'atténuation du changement climatique. Réduire au minimum la distance parcourue par les denrées alimentaires permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au transport. De plus, la proximité physique crée un système d'approvisionnement plus réactif et plus agile, ce qui réduit le gaspillage alimentaire et les émissions qui y sont associées, tout en réduisant l'utilisation de la voiture par les consommateurs pour l'achat de denrées alimentaires. Le fait de rendre les denrées alimentaires locales, produites de manière durable, abordables et facilement disponibles peut également réduire la demande de denrées alimentaires importées, à forte intensité d'émissions. En outre, les politiques qui améliorent l'accès à l'alimentation locale et sont équitables contribuent à renforcer les économies locales et peuvent réduire la vulnérabilité des communautés aux chocs du marché mondial, qui peuvent eux-mêmes entraîner une allocation inefficace des ressources et des émissions inutiles.

Avantages de l'adaptation au changement climatique

Parmi les sept domaines clés d'adaptation proposés dans le Cadre pour la résilience climatique mondiale des Émirats arabes unis, l'amélioration de l'accès physique et économique à une alimentation saine et durable peut contribuer directement à :

- **Cible 9b (Alimentation et agriculture) :** Améliorer l'accès à une alimentation saine et durable peut favoriser le développement de systèmes alimentaires résilients. Elle encourage l'adoption de pratiques agricoles telles que la diversification des cultures, qui renforcent la résilience en réduisant les pertes liées aux mauvaises récoltes dues à divers risques climatiques.
- **Objectif 9c (Santé) :** L'accès à un approvisionnement fiable en aliments nutritifs et durables améliore la santé publique globale en réduisant la malnutrition, les maladies liées à l'alimentation et la vulnérabilité aux risques sanitaires liés au climat, tels que le stress thermique et les maladies à transmission vectorielle. Lorsque des aliments sains sont accessibles et abordables, les populations

sont mieux armées pour maintenir un système immunitaire fort et se remettre des chocs climatiques.

- **Objectif 9f (Moyens d'existence) :** En améliorant l'accès à une alimentation durable, de nouvelles opportunités économiques586650_EN.pdf) sont créées, telles que des emplois dans l'agriculture durable, la transformation alimentaire et les marchés locaux. Cela contribue à stabiliser les revenus, à réduire la pauvreté et à renforcer la capacité des communautés à s'adapter aux conditions climatiques changeantes.

Avantages liés à la biodiversité

Élargir l'accès du public à des aliments durables peut contribuer à la réalisation de plusieurs objectifs du KM-GBF, notamment :

- **Objectif 7 (Réduire la pollution à des niveaux qui ne nuisent pas à la biodiversité) et objectif 10 (Renforcer la biodiversité et la durabilité dans l'agriculture, l'aquaculture, la pêche et la sylviculture) :** Les mesures visant à améliorer l'accès à des aliments sains et durables peuvent renforcer la biodiversité et la durabilité environnementale dans l'agriculture, l'aquaculture et la pêche en créant une demande pour des aliments produits selon des pratiques respectueuses de l'environnement qui minimisent <a href="https://files.worldwildlife.org/wwfcmsprod/files/Publication/file/6yoepbekgh_wwf_ukdriven_to_wastel'utilisation de pesticides nocifs, d'engrais synthétiques, d'eau et d'énergie en excès, tout en soutenant les écosystèmes et l'agrobiodiversité.
- **Objectif 11 (Restaurer, préserver et améliorer les services écosystémiques) :** Améliorer l'accès à une alimentation saine et durable peut contribuer à restaurer, préserver et améliorer les fonctions et services écosystémiques essentiels au bien-être humain, en augmentant la demande pour des aliments produits selon des pratiques respectueuses de l'environnement ou favorables à la nature.
- **Objectif 16 (Permettre des choix de consommation durables afin de réduire les déchets et la surconsommation) :** Les mesures visant à améliorer l'accès à des aliments sains et durables encouragent les gens à faire des choix de consommation durables en permettant aux consommateurs de choisir des aliments qui ont une empreinte écologique relativement faible sur les écosystèmes.
- **Objectif 18 (Réduire les incitations néfastes d'au moins 500 milliards de dollars par an et renforcer les incitations positives en faveur de la biodiversité) :** Les politiques financières publiques utilisées pour améliorer l'accès à une alimentation saine et durable – par exemple, la réforme des subventions, la fiscalité ou les investissements dans les communautés rurales ou marginalisées – peuvent renforcer les incitations financières positives en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité tout en éliminant les incitations néfastes pour la biodiversité.

Autres avantages en matière de développement durable

Améliorer l'accès équitable à une alimentation saine et durable peut contribuer à la réalisation de plusieurs ODD :

- **ODD 1 (Pas de pauvreté) :** Les chaînes d'approvisionnement raccourcies et sensibles à la nutrition renforcent les économies locales et réduisent la pauvreté.
- **ODD 2 (Faim « zéro ») :** Un accès direct et abordable aux aliments locaux améliore la sécurité alimentaire.
- **ODD 3 (Bonne santé et bien-être) :** L'accès direct aux aliments locaux améliore l'accès à des produits plus frais et riches en nutriments, pour une meilleure santé.
- **ODD 4 (Éducation de qualité) :** Un accès amélioré et équitable à une alimentation de haute qualité nutritionnelle favorise le développement cognitif des mères, des enfants et des générations futures.

- **ODD 5 : (Égalité entre les sexes) :** Les interventions sensibles au genre visant à renforcer les systèmes alimentaires locaux, telles que l'offre de programmes de développement des compétences et de formation professionnelle aux femmes entrepreneurs, ou d'autres moyens de financement public, peuvent autonomiser les femmes au sein des communautés.
- **ODD 8 (Travail décent et croissance économique) :** L'amélioration de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel est nécessaire pour accroître la productivité et la croissance économiques. Le raccourcissement des chaînes d'approvisionnement et leur adaptation aux besoins nutritionnels augmentent la rentabilité des exploitations agricoles, réduisent les coûts liés aux intermédiaires et créent des emplois locaux.
- **ODD 10 (Réduire les inégalités) :** Garantir l'accès à l'alimentation pour les groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes et les peuples autochtones, et promouvoir la sécurité alimentaire dans les zones géographiques marginalisées peut contribuer à réduire les inégalités.
- **ODD 11 (Villes et communautés durables) :** Les chaînes d'approvisionnement courtes et sensibles à la nutrition dans les zones urbaines réduisent les émissions et relient les communautés urbaines et rurales.
- **ODD 12 (Consommation et production responsables) :** La réduction des transports et du stockage grâce à des systèmes localisés minimise le gaspillage alimentaire, favorisant ainsi une agriculture durable et une consommation responsable.
- **ODD 13 (Action pour le climat) :** La réduction des transports sur les marchés locaux permet de réduire l'empreinte carbone.
- **ODD 15 (Vie terrestre) :** L'agriculture localisée préserve la biodiversité et garantit une utilisation durable des terres.

Principaux défis liés à la mise en œuvre, externalités négatives potentielles et compromis

Le succès des interventions et des projets visant à améliorer l'accès du public à une alimentation saine et durable dépend de leur conception et de leur mise en œuvre efficace, qui peuvent être entravées par des défis techniques et non techniques, notamment :

- Limites liées aux infrastructures: Des investissements initiaux importants sont nécessaires pour mettre en place et entretenir les infrastructures nécessaires aux marchés alimentaires locaux et raccourcir les chaînes d'approvisionnement sensibles à la nutrition.
- Concurrence féroce des grands producteurs: les chaînes d'approvisionnement plus longues et plus importantes bénéficient souvent d'économies d'échelle, ce qui rend leurs produits moins chers que ceux fabriqués dans le cadre de systèmes locaux plus petits. Les systèmes locaux peuvent avoir du mal à rivaliser avec ces prix.
- Défis logistiques : l'organisation efficace des livraisons directes ou des ventes à la ferme nécessite une planification logistique minutieuse.
- Vulnérabilité aux chocs externes : les chaînes d'approvisionnement localisées et sensibles à la nutrition peuvent être particulièrement vulnérables aux chocs externes tels que les phénomènes météorologiques violents et les maladies.
- Pratiques commerciales déloyales : la concentration du pouvoir, en particulier celle des grands détaillants qui contrôlent une part importante du marché alimentaire, se traduit souvent par des pratiques qui nuisent aux moyens de subsistance des petits producteurs, allant des retards de paiement à des exigences déraisonnables en matière de qualité sans ajustement des prix.
- Charges administratives : la vente directe peut entraîner des formalités administratives supplémentaires et des coûts liés au respect des législations en matière d'hygiène alimentaire et

des normes de sécurité.

- Coûts plus élevés: les coûts plus élevés de production, de transformation et de transport liés aux politiques d'accès à l'alimentation peuvent s'avérer problématiques.
- Conséquences négatives sur l'environnement : une dépendance excessive à l'égard de l'agriculture locale pourrait entraîner une perte de services écosystémiques essentiels en raison de changements dans l'utilisation des terres qui réduisent les habitats naturels locaux. Une augmentation de la production locale pourrait perturber les écosystèmes locaux, les habitats fauniques et les puits de carbone.

Mesures visant à minimiser les défis, les externalités négatives potentielles et les compromis

Afin de réduire les compromis et de relever les défis liés à la mise en œuvre, les mesures suivantes devraient être envisagées dans le cadre d'une approche globale et holistique visant à améliorer l'accès physique et économique à une alimentation saine et durable :

- Encourager les petits producteurs à former des coopératives ou des associations afin de renforcer leur pouvoir de négociation collective auprès des gros acheteurs.
- Mettre en place des mesures législatives visant à empêcher les grands acheteurs d'exploiter les petits producteurs. Élaborer des politiques, des programmes et des stratégies de protection du travail afin de soutenir les travailleurs des systèmes alimentaires et renforcer les protections sociales.
- Réduire les restrictions d'accès au marché en promouvant et en développant les marchés fermiers locaux et les espaces dédiés à la vente directe, et soutenir les plateformes en ligne adaptées aux petits producteurs.
- Offrir des subventions aux petits producteurs afin qu'ils puissent investir dans les infrastructures nécessaires et développer des plateformes communes de distribution et de logistique.
- Créer et mettre en œuvre des réglementations qui définissent et sanctionnent les pratiques commerciales déloyales et fournissent une plateforme permettant de signaler ces pratiques afin de favoriser la transparence dans la chaîne d'approvisionnement.
- Améliorer l'efficacité et les pratiques durables en encourageant les producteurs locaux à adopter des pratiques agricoles durables, telles que la permaculture, l'agroforesterie et l'agriculture régénérative, qui peuvent contribuer à réduire les coûts de production et de transformation.
- Établir des accords de conservation en collaborant avec les agriculteurs afin de réserver certaines parcelles de terre à des fins de conservation, afin d'éviter la perte totale de l'habitat naturel et des services écosystémiques.
- Promouvoir les paysages agroécologiques en combinant agriculture et paysages naturels afin de préserver les écosystèmes et les habitats fauniques. Voir Intégrer les principes de l'agroécologie dans la gouvernance alimentaire.
- Mettre en place une agriculture soutenue par la communauté en encourageant les communautés locales à investir dans les exploitations agricoles locales et à les soutenir, afin de garantir une demande constante de produits et de réduire la nécessité de transporter fréquemment ces produits vers plusieurs marchés.
- Investissez dans des infrastructures résistantes au climat, capables de supporter des conditions climatiques extrêmes.
- Réaliser des évaluations des risques climatiques et évaluer régulièrement la vulnérabilité du système alimentaire local face aux risques climatiques, puis adapter les stratégies en conséquence.

- Promouvoir les transports durables et encourager l'utilisation de véhicules de livraison électriques ou fonctionnant aux biocarburants afin de réduire l'empreinte carbone des livraisons.
- Créer des partenariats et des collaborations dans le domaine de la distribution alimentaire en formant des alliances inclusives avec d'autres producteurs, coopératives et distributeurs locaux afin de mettre en commun les ressources et de rationaliser les efforts de distribution, réduisant ainsi les besoins et les coûts de transport individuels.
- Créer des organisations inclusives pour les producteurs d'aliments sains et durables.

Outils, indicateurs et cadres de suivi

L'élargissement de l'accès à une alimentation durable et saine nécessite la mise en place d'outils de suivi rigoureux, d'indicateurs bien définis et de cadres analytiques intégrés afin d'évaluer systématiquement les processus de mise en œuvre et les résultats associés. Les outils et méthodologies pertinents pour évaluer la biodiversité, les impacts liés au climat et d'autres dimensions de l'accès durable à l'alimentation comprennent :

Indicateurs permettant de suivre les résultats en matière de biodiversité

Les Parties à la Convention sur la diversité biologique ont convenu d'un ensemble complet d'indicateurs principaux, composants et complémentaires pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du KM-GBF. Certains de ces indicateurs pourraient également servir à suivre la mise en œuvre de cette option stratégique. Ces indicateurs sont les suivants :

Cible KM-GBF	Indicateur d's binaire ou titre	Désagrégations facultatives	Indicateur de composante	Indicateur complémentaire
Objectif 10	10.1 Proportion de la superficie agricole consacrée à une agriculture productive et durable	Pour l'indicateur 10.1 : Par exploitations agricoles familiales et non familiales Par cultures et élevage	10.CT.1 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, par sexe et statut autochtone	

Cible KM-GBF	Indicateur d's binaire ou titre	Désagrégations facultatives	Indicateur de composante	Indicateur complémentaire
Cible 11	B.1 Services fournis par les écosystèmes			11.CY.2 Proportion d'unités administratives locales ayant mis en place et appliquant des politiques et des procédures pour la participation des communautés locales à la gestion de l'eau et de l'assainissement 11.CY.3 Proportion de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre 11.CY.4 Taux de mortalité attribué à l'eau insalubre, à l'assainissement insalubre et au manque d'hygiène (exposition à des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) insalubres)
Cible 16	16.bNombre de pays élaborant, adoptant ou mettant en œuvre des instruments politiques visant à encourager et à permettre aux populations de faire des choix de consommation durables		16.CT.1 Indice de gaspillage alimentaire 16.CT.2 Empreinte matérielle, empreinte matérielle par habitant et empreinte matérielle par PIB 16.CT.3 Empreinte écologique	16.CY.7 Niveau de pauvreté
Cible 18	18.1 Mise en place d'incitations positives pour promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité	Pour l'indicateur 18.1 : Par type d'incitation (taxes, redevances et droits, subventions, permis négociables, programmes de paiement pour les services écosystémiques et mécanismes de compensation)		

Outils permettant de surveiller les résultats en matière de biodiversité

Non identifié

Outils permettant de surveiller les effets climatiques

Non disponible

Coûts de mise en œuvre

Les coûts de mise en œuvre varient selon les pays et le contexte local ; toutefois, les estimations pour les marchés fermiers et les initiatives agricoles soutenues par la communauté comprennent :

- Marchés fermiers: les coûts d'exploitation comprennent les permis, la location du site, le personnel et le marketing, et varient en fonction de la taille et de l'emplacement du marché. Le Cary Farmers Market, en Caroline du Nord (États-Unis), a mis en place en 2024 un forfait saisonnier pour les vendeurs, d'une durée de 30 semaines, au prix total de 520 dollars américains, tandis que le Chattanooga Market facturait en 2024 des frais hebdomadaires de 38 dollars américains par stand.
- Agriculture soutenue par la communauté: un essai mené auprès de 300 ménages dans l'est des États-Unis (Farm Fresh Foods for Healthy Kids) entre 2016 et 2018 a coûté 2 439 dollars par ménage et par an (1 884 dollars en frais liés à la mise en œuvre et 555 dollars en frais engagés par les participants).

Intervention dans la pratique

Parmi les interventions notables visant à améliorer l'accès physique et économique à des aliments durables dans divers contextes mondiaux, on peut citer :

- Le Programme d'acquisition alimentaire (PAA) au Brésil a été lancé en 2003 et constitue un exemple réussi de politique publique visant à améliorer l'accès à une alimentation saine et abordable. Ce programme vise à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population brésilienne tout en renforçant la production alimentaire des agriculteurs familiaux. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement achète directement et exclusivement les produits des agriculteurs familiaux et les distribue aux communautés dans le besoin, identifiées par les services sociaux locaux, notamment les entités du réseau d'aide sociale, les cuisines communautaires, les crèches et les réseaux publics et philanthropiques de santé, d'éducation et de justice. Les produits achetés dans le cadre du programme étaient principalement des fruits et légumes, ainsi que des aliments peu transformés tels que des assaisonnements, du bœuf, de la farine de manioc et du lait pasteurisé. Ces produits contribuent à la sécurité alimentaire et à la nutrition de leurs bénéficiaires directs, ainsi qu'à la promotion d'un système alimentaire plus durable, en payant des prix plus élevés pour les aliments produits de manière durable.
- La ville de New York a mis en œuvre des initiatives telles que Green Carts, Healthy Bodega Initiative et Food Retail Expansion to Support Health (FRESH) afin d'améliorer la consommation de fruits et légumes parmi ses habitants à faibles revenus. Le programme Green Carts, qui délivre des licences aux vendeurs pour commercialiser des produits frais dans les zones à faibles revenus, a réussi à atteindre sa cible démographique et a entraîné une augmentation de la consommation de fruits et légumes. De même, l'initiative Healthy Bodega a amélioré la disponibilité et les ventes d'aliments plus sains, tels que le lait écrémé et les produits frais, dans les bodegas locales, tandis que le programme FRESH offre des incitations financières et en matière de zonage aux épiceries des quartiers défavorisés, ce qui a conduit 80,4 % des acheteurs à déclarer avoir augmenté leurs achats de fruits et légumes.

Références

1. Augère-Granier, M.-L. (2016). *Les circuits courts d'approvisionnement alimentaire et les systèmes alimentaires locaux dans l'UE*. Extrait de

https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/586650/EPRS_BRI(2016)586650_EN.pdf

2. Aysoy, C., Kirli, D. H., & Tumen, S. (2015). Comment une chaîne d'approvisionnement plus courte influe-t-elle sur le prix des aliments frais ? Données issues d'une expérience naturelle. *Food Policy*, *57*, 104–113.
3. Bayir, B., Charles, A., Sekhari, A., & Ouzrout, Y. (2022). Problèmes et défis liés aux chaînes d'approvisionnement alimentaire courtes : revue systématique de la littérature. *Sustainability*, *14*(5). Consulté le 12 février 2026, sur https://www.mdpi.com/2071-1050/14/5/3029
4. Beghin, N. (2025). *Il est temps de mettre en place des systèmes fiscaux progressifs, équitables, inclusifs et participatifs pour réaliser le droit à l'alimentation*. https://www.righttofoodandnutrition.org/wp-content/uploads/2025/06/Chapter-3.pdf
5. Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) (2024). Recommandations politiques du CSA sur la réduction des inégalités pour la sécurité alimentaire et la nutrition (premier projet). Disponible à l'adresse https://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs2324/Inequalities/First_Draft_Ineq/FIRST_DRAFT_CFS_PRs_Reducing_Inequalities_for_FSN_01.pdf
6. Conversion en réseau de données sur la durabilité agricole (FSDN). (2 juillet 2021). *Commission européenne*. Consulté le 14 février 2024, sur https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12951-Conversion-to-a-Farm-Sustainability-Data-Network-FSDN-_en
7. Analyse des coûts et rentabilité d'une intervention subventionnée en faveur de l'agriculture soutenue par la communauté pour les familles à faible revenu | John Glenn. (11 janvier 2026). Consulté le 21 janvier 2026, sur https://glenn.osu.edu/research-and-impact/cost-analysis-and-cost-effectiveness-subsidized-community-supported-agriculture
8. Doernberg, A., Piorr, A., Zasada, I., Wascher, D., & Schmutz, U. (2022). Évaluation de la durabilité des chaînes d'approvisionnement alimentaires courtes (SFSC) : développement et test d'un outil d'évaluation rapide dans une région urbaine africaine et trois régions urbaines européennes. *Agriculture and Human Values*, *39*(3), 885–904.
9. Dwivedi, S. L., Lammerts van Bueren, E. T., Ceccarelli, S., Grando, S., Upadhyaya, H. D., & Ortiz, R. (2017). Diversifier les systèmes alimentaires dans la recherche d'une production alimentaire durable et d'une alimentation saine. *Trends in Plant Science*, *22*(10), 842–856.
10. Egli, L., Rüschhoff, J., & Priess, J. (2023). Une revue systématique des effets de l'agriculture soutenue par la communauté sur la durabilité écologique, sociale et économique. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, *7*. Consulté le 12 février 2026, sur https://www.frontiersin.org/journals/sustainable-food-systems/articles/10.3389/fsufs.2023.1136866/full
11. Elder, S., & Sarmiento, F. (2024). *Promouvoir le développement des coopératives agricoles*. Extrait de https://www.iisd.org/system/files/2024-11/promoting-development-agricultural-cooperatives.pdf
12. Banque européenne d'investissement. (2025). *Circular Consumption in Cities*. Consulté le 12 février 2026, sur https://circulareconomy.europa.eu/platform/sites/default/files/2025-02/circular-consumption-in-cities.pdf
13. Fanzo, J., & Davis, C. (2019). Les régimes alimentaires peuvent-ils être sains, durables et équitables ? *Current Obesity Reports*, *8*(4), 495–503.
14. FAO. (2023). *Nutrition et environnement – Nourrir les populations, protéger la planète*. Extrait de https://doi.org/10.4060/cc5757en.
15. FAO. (s.d.). Rapport des Nations Unies : le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde a atteint 828 millions en 2021. Consulté le 14 février 2024, à l'adresse https://www.fao.org/newsroom/detail/un-report-global-hunger-SOFI-2022-FAO/en
16. FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. (2025). L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le

monde 2025. Consulté le 21 janvier 2026, à l'adresse https://www.fao.org/3/cd6008en/online/cd6008en.html

17. Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Construction et de la Sûreté nucléaire. (2017). *Guide étape par étape pour une gestion durable de la chaîne d'approvisionnement – un guide pratique pour les entreprises*. Extrait de https://www.bmuv.de/fileadmin/Daten_BMU/Pools/Broschueren/nachhaltige_lieferkette_en_bf.pdf
18. Calculateur de kilomètres alimentaires. (n.d.). Consulté le 14 février 2024, sur https://www.foodmiles.com/.
19. Glossaire : Potentiel de réchauffement global (PRG). (n.d.). *Eurostat*. Consulté le 14 février 2024, à l'adresse https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Glossary:Global-warming*potential*(GWP)
20. Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition. (2017). *Nutrition et systèmes alimentaires*. Extrait de https://www.fao.org/3/i7846e/i7846e.pdf.
21. HLPE. 2023. *Réduire les inégalités pour la sécurité alimentaire et la nutrition*. Rome, CFS HLPE-FSN. Disponible à l'adresse https://www.fao.org/cfs/cfs-hlpe/insights/news-insights/news-detail/reducing-inequalities-for-food-security-and-nutrition/en
22. Institut de médecine (États-Unis) et Conseil national de recherche (États-Unis), Comité sur les mesures de prévention de l'obésité infantile pour les collectivités locales, Parker, L., Burns, A. C. et Sanchez, E. (2009). Actions pour une alimentation saine. Dans *Actions des collectivités locales pour prévenir l'obésité infantile*. Consulté le 12 février 2026, sur https://www.ncbi.nlm.nih.gov/books/NBK219682/
23. GIEC. (s.d.). Chapitre 5 : Sécurité alimentaire — Rapport spécial sur les changements climatiques et les terres. Consulté le 14 février 2024, à l'adresse https://www.ipcc.ch/srccl/chapter/chapter-5/.
24. Jarzębowski, S., & Pietrzyck, K. (2018). Le concept des chaînes d'approvisionnement courtes dans l'économie alimentaire. Consulté le 14 février 2024, sur https://papers.ssrn.com/abstract=3202653.
25. Li, M., Jia, N., Lenzen, M., Malik, A., Wei, L., Jin, Y., & Raubenheimer, D. (2022). Les kilomètres alimentaires mondiaux représentent près de 20 % des émissions totales des systèmes alimentaires. *Nature Food*, *3*(6), 445–453.
26. Analyse du cycle de vie – aperçu général. (n.d.). *ScienceDirect*. Consulté le 14 février 2024, à l'adresse https://www.sciencedirect.com/topics/earth-and-planetary-sciences/life-cycle-assessment
27. Lin, B. B. (2011). La résilience dans l'agriculture grâce à la diversification des cultures : gestion adaptative face aux changements environnementaux. *BioScience*, *61*(3), 183–193.
28. Majewski, E., Komerska, A., Kwiatkowski, J., Malak-Rawlikowska, A., Wąs, A., Sulewski, P., et al. (2020). Les chaînes d'approvisionnement alimentaires courtes sont-elles plus durables sur le plan environnemental que les chaînes longues ? Une analyse du cycle de vie (ACV) de l'éco-efficacité des chaînes alimentaires dans certains pays de l'UE. *Energies*, *13*(18), 4853.
29. Forum sur les micronutriments. (2024). Obstacles à l'amélioration de l'accès aux aliments complémentaires produits localement. Consulté le 12 février 2026, à l'adresse https://micronutrientforum.org/wp-content/uploads/2024/12/Pre-read_Barriers-to-improving-access-to-locally-produced-complementary-foods.pdf
30. Pato, M. L. (2020). Les chaînes d'approvisionnement alimentaires courtes : un mouvement en pleine expansion. Étude de cas de la région de Viseu Dão Lafões. *Open Agriculture*, *5*(1), 806–816.
31. Peng, W., & Berry, E. M. (2019). Le concept de sécurité alimentaire. Dans P. Ferranti, E. M. Berry, & J. R. Anderson (Eds.), *Encyclopedia of Food Security and Sustainability* (pp. 1–7). Extrait de https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/B9780081005965223147
32. Perin, G., & Veras Soares, F. (2023). *Preuves et enseignements tirés du programme d'approvisionnement alimentaire du Brésil*. Extrait de https://www.orfonline.org/wp-content/uploads/2023/04/T20_PolicyBrief_TF6_BrazilFoodProcurement.

pdf

33. Pradhan, M. (2018). *Comprendre la demande en matière de programmes de protection sociale : le cas de la distribution publique de denrées alimentaires en Inde*. Extrait de https://core.ac.uk/download/pdf/196594737.pdf.
34. Rosa Sambuichi, R. H., Cordeiro Souza de Almeida, A. F., Perin, G., Campos Spínola, P. A., & Costa Pella, A. F. (1er juillet 2020). Le Programme d'acquisition alimentaire (PAA) comme stratégie pour faire face aux défis posés par la COVID-19. Consulté le 14 février 2024, sur https://openurl.ebsco.com/contentitem/doi:10.1590%2F0034-761220200258x?sid=ebsco:plink:crawler&id=ebsco:doi :10.1590%2F0034-761220200258x
35. Ryzhkov, A. (19 août 2023). Combien coûte la création d'un marché fermier mobile ? Consulté le 14 février 2024, sur https://finmodelslab.com/blogs/startup-costs/mobile-farmers-market-startup-costs
36. Seen Markets. (15 janvier 2025). Statistiques sur les marchés fermiers : revenus, croissance et tendances (2025). Consulté le 21 janvier 2026, sur https://seenmarkets.com/blog/statistical-analysis-of-farmers-markets-and-craft-fairs
37. Soil Association. (n.d.). *Raccourcir les chaînes d'approvisionnement : vers une résilience régionale*. Extrait de https://www.soilassociation.org/media/20821/shortening_supply_chains_report_web.pdf
38. Agriculture durable. (n.d.). *Université du Kentucky, Martin-Gatton College of Agriculture, Food and Environment*. Consulté le 14 février 2024, sur https://sustainableag.ca.uky.edu/csa.
39. Réseau européen pour le développement rural (REDR). (s.d.). Consulté le 14 février 2024, à l'adresse https://ec.europa.eu/enrd/index.html.
40. PNUE. (2021). *Rapport sur l'indice du gaspillage alimentaire 2021*. Consulté le 21 janvier 2026, à l'adresse https://wedocs.unep.org/bitstreams/65bd600c-ddfa-4116-83a0-5f07afa6d0da/download
41. Wainer, A., Robinson, L., Mejia Argueta, C., Cash, S. B., Satin-Hernandez, E., & Chomitz, V. R. (2023). Au carrefour de l'accès aux produits alimentaires et des transports : évaluation des obstacles et des préférences pour des approches alternatives visant à améliorer l'accès à l'alimentation. *Journal of Transport & Health*, *33*, 101712.
42. Banque mondiale, Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres, et Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. (2021). Architecture financière alimentaire : financer un système alimentaire sain, équitable et durable. Consulté le 21 janvier 2026, sur https://documents1.worldbank.org/curated/en/879401632342154766/pdf/Food-Finance-Architecture-Financing-a-Healthy-Equitable-and-Sustainable-Food-System.pdf
43. Fédération mondiale de l'obésité. (2023). *Atlas mondial de l'obésité 2023*. Extrait de https://data.worldobesity.org/publications/WOF-Obesity-Atlas-V5.pdf
44. WWF et Climate Focus. (20 février 2024). Améliorer l'accès physique et économique à une alimentation saine et durable. *Food Forward NDCs*. Consulté le 14 avril 2025, sur https://foodforwardndcsnbsaps.panda.org/food-environment/improving-physical-and-economic-access-to-healthy-and-sustainable-foods/.
45. ZeroW Project EU. (6 novembre 2025). Note d'orientation : Transformer la structure de la chaîne alimentaire pour réduire les pertes et le gaspillage alimentaires. Consulté le 21 janvier 2026, à l'adresse https://www.zerow-project.eu/publications/policy-brief-transforming-food-chain-structure-to-reduce-food-loss-and-waste